

Face aux enjeux de la compétitivité, les filières animales françaises unissent leurs moyens de R&D en économie

En raison de choix de politiques agricoles et commerciales, mais aussi des stratégies d'entreprises, les filières animales françaises sont de plus en plus directement confrontées à la compétition internationale, au sein de l'Union européenne ou face au reste du monde. Pour les aider à s'organiser efficacement, à prendre les bonnes décisions, plusieurs organismes de recherche et développement, en particulier des Instituts techniques, coordonnent leurs moyens pour renforcer la qualité de leurs apports.

Les filières animales françaises sont confrontées à des problématiques communes : mêmes contextes politiques et socio-économiques, règles identiques ou voisines, même territoire rural et ressources alimentaires communes. Si les mécanismes de marché des filières diffèrent en partie, ils méritent d'être comparés. Et les produits aboutissent, via les mêmes distributeurs, aux mêmes consommateurs qui comparent l'offre et les prix, puis choisissent, influant sur les équilibres de chaque filière. Plusieurs organismes français travaillant en recherche et développement sur l'économie des filières animales ont donc décidé de partager leurs expériences, de confronter leurs méthodes, de mettre en commun des moyens pour une meilleure pertinence, tout en conservant des spécificités de discipline et de produits. Cette collaboration a été formalisée au travers de la création du Réseau Mixte Technologique « Économie des filières animales » en 2010.

Cette présentation a pour objectif d'illustrer les travaux des ITA au travers de deux exemples et de présenter le programme du Réseau Mixte Technologique « Économie des filières animales ».

Les enjeux de la compétition internationale : exemple de la filière porcine

En raison de son organisation de marché, la production porcine a de tout temps été confrontée à la concurrence internationale. Mais depuis une dizaine d'années, apparaissent des signes de détérioration de la compétitivité française. L'IFIP-Institut du porc a fortement investi dans les comparaisons entres pays, dans l'Union européenne (UE) ou hors de l'UE.

La production stagne en France, alors que depuis 2000, elle a augmenté de 23% en Allemagne, de 17% en Espagne et de 15% au Danemark. Le parc des élevages français est vieillissant, menaçant leur efficacité technique, sanitaire, voire environnementale. Ce qui est fondamentalement en cause, c'est la capacité à négocier, entre les éleveurs et la société, des modèles d'élevages satisfaisant aux critères économiques, sociaux et environnementaux de la durabilité. Ce dialogue semble plus facile dans d'autres pays où les nécessaires processus d'adaptation ne sont pas frappés d'immobilisme.

Dans le nord de l'Europe, les principaux groupes d'abattage sont trois à quatre fois plus grands que les premiers français et ils ont délibérément choisi une stratégie internationale, certes commerciale, mais aussi de déploiement industriel et financier.

Quels peuvent être les axes de développement des industries de la viande ?

Ces derniers temps, l'IFIP - Institut du porc a mis en évidence ce que la filière porcine identifie comme des « distorsions de concurrence » :

→ La taille minimale des élevages obligeant à la procédure dite « d'autorisation », plus lourde et plus risquée, est beaucoup plus faible en France que dans la réglementation européenne.

→ Les industries allemandes de la viande recourent massivement à des ouvriers intérimaires très bon marché, en provenance d'Europe de l'Est.

→ Le système allemand de TVA agricole forfaitaire conduit à une subvention déguisée aux éleveurs de porcs.



La production de porc stagne en France alors qu'elle a augmenté en Allemagne, Espagne et Danemark

Benchmarking et expertise sur les filières viandes à l'échelle européenne

Avant même la constitution du RMT économie des filières animales, les départements Économie des instituts techniques des filières animales ont coopéré pour répondre à un appel d'offre du Parlement Européen. Le rapport « Impact de la flambée des coûts opérationnels sur les filières viandes dans l'UE » a été le premier présenté à la Commission Agriculture et Développement Rural du nouveau Parlement européen entré en fonction durant l'été 2009.

Philippe Chotteau, du Département Économie de l'Institut de l'Élevage, a conduit le projet, associant 11 experts de 5 pays, économistes de l'IFIP - Institut du porc, de l'ITAVI, de l'Institut de l'Élevage, et des réseaux européens et mondiaux dans lesquels ils sont impliqués, tels Agribenchmark, InterPIG, WSPA.

Le travail mené en commun depuis plusieurs années au sein de ces réseaux a permis de réaliser cette étude en 6 mois :

→ Une caractérisation de la crise des matières premières de 2007-2008 (énergie, céréales et oléagineux) et de son effet

sur les prix des intrants (aliments du bétail en particulier) des exploitations productrices de viande.

→ Une évaluation de la hausse des coûts de production des viandes dans 7 pays (Allemagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni), et de l'impact sur les revenus d'un panel d'exploitations européennes.

→ Une comparaison de ces coûts de production avec ceux des principaux concurrents internationaux (Australie, Brésil, Canada, États-Unis, Thaïlande).

→ Une simulation de *scenarii* 2014 incluant un éventuel accord à l'OMC et une diminution des aides directes afin de faire ressortir les forces et les faiblesses des différents types d'exploitations face à de tels chocs externes.

→ Une estimation du coût supplémentaire de la mise en œuvre des réglementations européennes et nationales sur les productions animales.

→ Suite à des interviews auprès d'une soixantaine de parties-prenantes européennes, la formulation d'une liste de recommandations concernant les négociations internationales, les réponses aux préoccupations environnementales, la réforme de la PAC, les nouvelles réglementations, la mise en place de stratégies de gestion du risque par les fermes d'élevage.

En juin 2010, le Parlement européen a adopté un rapport préconisant une obligation d'étiquetage de l'origine nationale de toutes les viandes, qui faisait partie des recommandations de l'étude. On peut penser que telles études apportent des arguments pour peser dans un sens ou un autre, sur les options politiques, réforme de la PAC, esprit des négociations à l'OMC...

Ce travail a aussi créé une opportunité supplémentaire de valoriser les travaux des réseaux internationaux impliquant les économistes des différents instituts animaux français et permet de renforcer leur réputation dans ces réseaux. Mais nous avons pu constater un suivi trop épisodique des affaires du Parlement européen, notamment des activités des commissions (AGRI et INTA en particulier).

Référence :

« The Impact of Increasing Operating Costs on Meat Live-stock in the EU », report PE 419.109, August 2009.

Création d'un réseau de compétences spécialisé : le RMT « Économie des filières animales »

Les Instituts techniques des productions animales (Institut de l'Élevage, ITAVI, IFIP - Institut du porc) et le département SAE2 de l'INRA ont pris l'initiative d'un RMT sur « l'Économie des filières animales ». Il associe ARVALIS - Institut du végétal et le CETIOM, l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres

d'Agriculture, des établissements d'enseignement supérieur (Agrocampus Ouest, AgroParisTech, Toulouse Agricampus, ESA Angers), FranceAgriMer et l'enseignement technique agricole.

L'objectif du RMT est de traiter ensemble les importantes questions communes aux différentes filières. Il s'agit aussi d'approfondir la méthodologie en croisant des expertises et des expériences différentes et complémentaires. Enfin, il faut accroître l'efficacité des transferts, afin de faire parvenir aux filières, aux pouvoirs publics et aux jeunes en formation, les analyses économiques les plus récentes.

Le RMT travaillera sur les exploitations agricoles françaises d'élevage et le suivi de leurs résultats, la compétitivité internationale des filières françaises, la volatilité des cours et les instruments de régulation, la consommation et les préférences des consommateurs.

Productions programmées

Le RMT a choisi de réaliser, dès ses débuts, un séminaire interne sur la modélisation en économie, en plus des actions de communications suivantes sur des thèmes à enjeux majeurs.

Colloque : prospective pour les filières françaises de productions animales

Les filières animales s'interrogent sur leur avenir : compétitivité internationale, changement des politiques, interactions avec les territoires, attente des consommateurs...

À partir de travaux récents, le RMT mettra les faits saillants en débat auprès des opérateurs économiques et institutionnels des filières et de la R&D, au cours d'un colloque au milieu de 2011.

Une synthèse sur les coûts des élevages

Le RMT réalisera, fin 2011-début 2012, une synthèse sur les dispositifs de suivi des coûts de production et sur leur méthodologie, comparés entre filières et pays.

Un colloque international sur la « compétitivité des filières » est envisagé en 2013.

Un rapport : volatilité des cours en filières animales et instruments de régulation appropriés

Le RMT caractérisera la volatilité des prix sur les marchés des différents produits animaux, en France, en Europe et chez nos principaux concurrents mondiaux. Des instruments de stabilisation des marchés et de gestion du risque, publics ou privés, seront analysés et évalués.

Au début de 2012, il produira une synthèse assortie de recommandations dans l'optique de la réforme à venir de la PAC.



CONTACTS

Michel Rieu, IFIP - Institut du porc
michel.rieu@ifip.asso.fr

Philippe Chotteau, Institut de l'Élevage
philippe.chotteau@inst-elevage.asso.fr